

Le système électoral français prive de facto 2/3 des électeurs de leur droit de vote... ça va chauffer un de ces 4

écrit par Christine Tasin | 14 mai 2022



« Un président moderne portant les atours de la royauté suscitera le ridicule, et non le respect, comme l'ont prouvé les excursions de Macron à Versailles ».



« Un président moderne portant les atours de la royauté suscitera le ridicule, et non le respect, comme l'ont prouvé les excursions de Macron à Versailles ».

Excellente analyse de Martin Gurri dans Atlantico sur le système électoral qui permet à celui qui remporte seulement 27% des voix au premier tour d'être élu...

Martin Gurri est un ancien analyste de la CIA, expert en exploitation des « informations publiquement accessibles ».

Spécialiste des révoltes populaires à l'ère d'internet, il a notamment prédit la crise des Gilets jaunes

Martin Gurri : « Le système électoral français prive de facto 2/3 des électeurs de leur droit de vote. Il est illusoire d'imaginer

**qu'ils ne finissent pas par se
faire entendre autrement »**

Atlantico : L'élection présidentielle française s'est achevée il y a quelques jours couronnant Emmanuel Macron pour un second mandat, fait rare sous la Cinquième République. Comment analysez-vous ce résultat électoral ? Comment est-il perçu outre-Atlantique ?

Martin Gurri : La fragmentation de la vie politique française avec cette élection, où seuls les partis populistes et le parti au pouvoir ont fait des scores importants, ne risque-t-elle pas de laisser un parti unique aux commandes ? Cette élection a-t-elle pu jouer son rôle de soupape de sécurité et d'expression des frustrations des Français ?

En fait, les premiers présidents de la Cinquième République ont eu tendance à être réélus. Seul Giscard, au XXe siècle, n'y est pas parvenu. Les institutions et les procédures électorales françaises, à cette époque, semblaient plus souples face à la volonté des électeurs français. Ce n'est qu'après le passage au nouveau siècle et l'entrée dans l'ère du numérique que nous rencontrons une succession de présidences ratées, à un seul mandat, aussi bien à droite qu'à gauche.

Le public français, au cours de ce siècle, a cherché quelque chose que les institutions et les hommes politiques de la Cinquième République n'ont pas été en mesure de lui fournir : l'ensemble du système semble paralysé et obsolète. Il en résulte des conflits internes aigus entre les acteurs établis – entre les syndicats et l'État, par exemple – mais aussi

l'irruption dans la rue de groupes qui n'ont pas d'organisation formelle ou de statut officiel, comme les Gilets jaunes.

La crise de l'autorité n'est pas un problème uniquement français. C'est le thème dominant de notre époque. Ici, aux États-Unis, l'élan anti-establishment, incarné par des groupes comme le Tea Party à droite et Black Lives Matter à gauche, a réduit la politique démocratique à un état de turbulence permanente. Il en a été de même dans le monde entier, du Liban à Hong Kong. Vous demandez comment les Américains ont perçu les élections françaises : la réponse est, de manière un peu provinciale, comme un miroir de notre propre état désordonné.

La réélection d'Emmanuel Macron n'est pas une exception à tout cela. Le moment révélateur est survenu au premier tour. Même si l'on considère En Marche comme un parti « traditionnel » – ce qui n'est évidemment pas le cas – les vieux partis de gauche, du centre et de droite ont obtenu environ un tiers des voix. Ce serait extraordinaire partout, mais c'est particulièrement vrai pour la France. **Sous la pression d'un public en colère, les organisations politiques de la Cinquième République se sont désintégrées en de simples bandes de guerre, dont beaucoup sont regroupées autour d'un leader charismatique. En Marche lui-même n'est qu'une autre bande de guerre, qui se dissoudrait sans Macron : mais il a joué un rôle important dans la destruction du système bipartite.**

Dans ce paysage fracturé, si vous remportez 27 % des voix au premier tour, vous devez affronter Marine Le Pen. Dès lors, vous échappez à la démocratie et entrez dans le domaine du rituel politique : vous gagnez gros et avez l'air d'être soutenu par une large majorité. Depuis des années, les élections présidentielles s'effondrent à cet endroit. À moins que l'on ne trouve un moyen de contourner ce problème, les institutions gouvernementales continueront à subir une

hémorragie de confiance traumatisante, voire fatale.

Vous étiez parmi ceux qui anticipaient un mouvement comme la révolte des Gilets jaunes en France. Puisque le chemin vers les urnes semble bloqué après cette élection, quel est le risque de violence politique qui pourrait survenir au troisième tour ? A la fois d'un nouveau mouvement social de type Gilets Jaunes mais aussi de la violence politique traditionnelle de l'extrême gauche et de l'extrême droite ?

Si vous privez 66 % des citoyens français de leur droit de vote, ils trouveront un moyen de se faire entendre. Le public aura sa revanche. Le prochain point chaud sera les élections législatives de juin – et permettez-moi de proposer une expérience de pensée. Je doute que deux personnalités égocentriques comme Marine Le Pen et Eric Zemmour acceptent un jour de se partager la carte parlementaire – **mais, hypothétiquement, s'ils le faisaient, l'extrême droite pourrait devenir le plus grand parti dans un système qui nie totalement la légitimité de cette perspective politique.** Les possibilités de chaos seraient pratiquement infinies.

Si, comme ils tentent de le faire actuellement, les partis de gauche s'unissent pour les élections législatives, cette alliance sera dominée par l'extrême gauche, par les Mélenchonistes et les pseudo-communistes qui souhaitent également abolir l'ordre établi.

Un scénario probable serait le retour des manifestations de

rue par des groupes inconnus aujourd'hui. Qui avait entendu parler des Gilets jaunes avant qu'ils ne débarquent sur les boulevards de Paris ? Pourtant, ils avaient mijoté pendant des mois dans des « groupes de colère » en ligne rageusement anti-Macron. N'importe qui aurait pu les trouver – mais personne ne cherchait. **On peut supposer que la même pathologie s'applique aujourd'hui. Quelque part dans les profondeurs d'Internet, la prochaine vague de protestations est en cours de gestation. À un moment imprévisible, un événement déclenchera le passage du numérique au réel : menés par les groupes de guerre les plus fanatiques, les 66 % d'aliénés – la France périphérique, marginalisée, non élitaire – s'en prendront aveuglément à ceux qui les gouvernent.**

Comment désamorcer une partie de la colère si l'élection présidentielle n'a pas pu jouer ce rôle ?

Comment désamorcer la colère ? C'est un peu comme si un patient atteint d'un cancer du poumon demandait : comment gagner le Tour de France ? La réponse est : vous ne le faites pas. Vous devez d'abord prendre des mesures pour guérir.

Un régime aussi détaché de son public ne peut aller que dans deux directions. Il peut renforcer la répression, écraser le mécontentement par la seule puissance de l'État. La loi sur les services numériques de l'Union européenne illustre ce phénomène : sous le prétexte de protéger le public, le gouvernement réglementerait les discours en ligne afin que, par exemple, les futurs Gilets jaunes soient exclus des médias sociaux et incapables de s'organiser. Il s'agit d'une version européenne de ce que j'ai appelé le « commutateur Mubarak », du nom du dictateur égyptien qui a coupé l'internet en pensant qu'il coupait également les

manifestations antigouvernementales.

Bien sûr, Moubarak avait tort. Une fois que la perte d'autorité imprègne même la classe d'élite, la répression devient contre-productive. La Cinquième République a été imposée par Charles de Gaulle lors d'une précédente crise d'autorité dans la politique française. La solution de De Gaulle était un exécutif puissant : un monarque élu. Cela a bien fonctionné pendant de nombreuses années. Mais les institutions de la démocratie doivent évoluer en parallèle avec les pratiques de la vie sociale. **Un président moderne portant les atours de la royauté suscitera le ridicule, et non le respect, comme l'ont prouvé les excursions de Macron à Versailles.** L'insupportable proximité de l'existence numérique ne laisse aucun espace aux monarques.

Le destin de la France a été de créer des modèles politiques pour le monde. Cela peut se reproduire. La Cinquième République doit être mise en phase avec le XXI^e siècle. La distance entre le citoyen et les institutions politiques et gouvernementales doit être radicalement réduite. **Le processus électoral doit être réformé pour que plus jamais un tiers des électeurs n'impose un candidat à une majorité aliénée.** Une nouvelle phase pour la France peut être atteinte, et la république renaître dans l'ère numérique – mais pas, je le soupçonne, sans beaucoup de problèmes, de turbulences, et peut-être de violence. Après tout, toute naissance est douloureuse.

<https://atlantico.fr/article/decryptage/martin-gurri-le-systeme-electoral-francais-prive-de-facto-23-des-electeurs-de-leur-droit-de-vote-il-est-illusoire-d-imaginer-qu-ils-ne-finissent-pas-par-se-faire-entendre-autrement-systeme-electoral-emmanuel-macron-martin-gurri>